

Revue

des
sociétés



DIRECTEUR
Yves Guyon

RÉDACTEUR EN CHEF
Isabelle Urbain-Parléani

DALLOZ

IV. Droit pénal des sociétés

- Société - société par actions - société anonyme - commissaire aux comptes - informations mensongères - destinataire - procureur de la République, Cass. crim., 2 févr. 2000, par Bernard BOULOC 743
- Banqueroute - détournement d'actif - fait justificatif - intérêt de groupe (non), Cass. crim., 27 avr. 2000, par Bernard BOULOC 746
- Société - liquidation judiciaire - action civile - recevabilité - représentant légal - action corroborant l'action publique, Cass. crim., 21 mars 2000, par Bernard BOULOC 751
- Société - société par actions - société anonyme - redressement judiciaire - administrateur judiciaire - responsabilité pénale - mission de l'administrateur - obligations légales et conventionnelles incombant au chef d'entreprise - convocation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, Cass. crim., 21 juin 2000, par Bernard BOULOC 753

Sommaires de jurisprudence

par Yves GUYON

- *Association* - caractère commercial (non) - clause attributive de compétence (CA Versailles, 1^{re} ch. A 29 mai 2000) 759
- *Association* - membre - pouvoir disciplinaire - contrôle judiciaire (CA Paris, 1^{re} ch. sec. A 21 juin 2000) 760
- *Société anonyme* - administrateur - convention conclue avec la société - sanction - société du secteur public (Cons. État 6^e et 4^e sous-sections 10 nov. 2000) 760
- *Société anonyme* - apports - apports en numéraire - libération - obligation solidaire - domaine (CA Lyon, 3^e ch. 11 févr. 2000) 761
- *Société anonyme* - assemblée générale - tenue - ajournement (CA Paris, 1^{re} ch. sec. A 4 sept. 2000) 761
- *Société anonyme* - commissaire aux comptes - cessation des fonctions - relèvement judiciaire - motifs - faute (CA Paris 14^e ch. sec. A 31 mai 2000) 762
- *Société anonyme* - président du conseil d'administration - retraite - avantages divers - suppression (CA Paris 1^{re} ch. A 7 juin 2000) 763
- *Société civile* - gérant - pouvoirs - étendue - limitations - preuve (CA Versailles 1^{re} ch. 2^e sec. 23 juin 2000) 763
- *Société en participation* - éléments - absence - contrat de travail - chauffeur routier (CA Dijon, ch. soc. Aud. Sol. 21 mars 2000) 764

Législation et réglementation

I. Décrets

- Décret n° 2000-1032 du 19 octobre 2000 modifiant le décret n° 86-407 du 11 mars 1986 fixant les seuils au-delà desquels les groupements sportifs sont tenus de constituer une société à objet sportif ou une société d'économie mixte locale 767

TABLE DES MATIÈRES

Doctrine

- Le nouveau code de commerce et le droit des sociétés, par Yves GUYON . 647
- Le PACS et le droit des sociétés, par Catherine MALECKI 653
- Le dirigeant de société, un mandataire « spécial » d'intérêt commun, par Stéphane ASECIO 683

Jurisprudence commentée

I. Sociétés en général

- Liquidation amiable - prescription des actions dirigées contre le liquidateur et des anciens associés - liquidation prononcée immédiatement après condamnation de la société au règlement de dettes impayées - existence d'une fraude (non) - perte du bénéfice de la prescription (non) - formalités de la liquidation accomplies (oui), Cass. com., 11 juill. 2000, note Alexis CONSTANTIN 715
- (Mots clés à venir), Cass. 1^{re} civ., 26 avr 2000, note Laurent GODON . . 722

II. Sociétés par actions simplifiées

- Société à responsabilité limitée - transformation en société par actions simplifiée - intervention d'un commissaire à la transformation (non), CA Paris, 1^{re} ch. N, 17 juin 1999, note Bernard SAINTOURENS 729

III. Sociétés civiles

- Société civile constituée antérieurement au 1^{er} juillet 1978 - dissolution - action contre un associé non liquidateur - prescription - application de l'article 1859 du code civil (non), Cass. 3^e civ., 23 févr. 2000, note Yves CHARTIER 733
- Société civile immobilière - cession de parts - absence d'agrément préalable du gérant - demande en nullité de la cession - demande formulée par le cessionnaire - irrecevabilité, Cass. 3^e civ., 19 juill. 2000, note Jean-François BARBIÈRI 737

- Décret n° 2000-1064 du 30 octobre 2000 modifiant le décret n° 83-204 du 15 mars 1983 et le décret n° 93-1001 du 9 août 1993 et relatif aux groupements d'intérêt public constitués en application de l'article 21 de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 767

II. Arrêtés

- Arrêté du 30 août 2000 portant homologation de dispositions du règlement général du Conseil des marchés financiers 770
- Arrêté du 18 septembre 2000 portant homologation de règlements du Comité de la réglementation bancaire et financière 771

Réponses des ministres aux questions écrites des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat

I. Euro

- Capital social - conversion en euros - modalités pratiques 773

II. Société par actions simplifiée

- Transformation d'une SARL en SAS - interventions d'un commissaire à la transformation 773

III. Droit fiscal

- Transmission d'entreprise - exonération partielle des droits de succession - conditions 774
- Détention de titres - incidence de la durée de la détention sur le régime d'imposition des gains de cession 775
- Impôt sur les sociétés - réduction à 19 % du taux d'imposition sur une fraction du bénéfice incorporé au capital - renouvellement de l'option 776

Bibliographie

- I. Comptes rendus d'ouvrages 777
- II. Bibliographie thématique : les dividendes 779
- III. Actualités bibliographiques 781
- IV. Sélection d'ouvrages récents 789
- V. Thèses de doctorat 790

Informations

- I. Palmarès des groupes français les plus mondialisés 791
- II. Colloque 792